

# ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

## Fer de Belinga : une convention pour franchir une nouvelle étape

Innocent M'BADOUA  
Libreville/Gabon

**C'**EST un site appartenant à la compagnie australienne qui donnait l'information tôt hier en matinée à Dubaï. Fortescue Metals Group Ltd (Fortescue, ASX : FMG) a signé hier la Convention du projet de fer de Belinga avec la République gabonaise. Selon les deux parties signataires, la première exploitation minière est prévue pour le second semestre 2023.

Selon la publication, " cette convention minière régit tous les régimes juridiques, fiscaux et réglementaires pour les 4 500 kilomètres carrés qui composent le projet Belinga, y compris le développement rapide d'une production pouvant aller jusqu'à deux millions de tonnes par an". Le fondateur et président exécutif de Fortescue, Dr Andrew Forrest AO, a déclaré : " Les programmes de cartographie géologique et d'échantillonnage ont confirmé nos premières réflexions selon lesquelles ce nouveau hub de minerai de fer ouest-africain pourrait bien un jour se révéler parmi les plus grands au monde." **TRANSPORT.** L'article de Fortescue ajoute que "le capital nécessaire pour le développement rapide du gisement de Belinga est estimé 200 millions de dollars américains (122 milliards 400 millions FCFA), avec un début d'investissement sur l'année civile 2023-2024". Selon la note de Fortescue, l'extraction du fer va se faire suivant " des méthodes conventionnelles d'extraction à ciel ouvert pour produire le minerai qui sera transporté par camions et par rail sur les routes et les infrastructures ferroviaires existantes, et sera expédié depuis le port minier d'Owendo, près de Libreville". Ce fer va-t-il être acheminé

de la mine vers Booué ? Le communiqué n'en dit pas plus. Toutefois, Ivindo Iron est l'entité d'exploitation du projet Belinga. Elle est détenue à 90 % par la Belinga Joint-Venture Company, créée par Fortescue (participation de 80 %) et son partenaire de co-entreprise, le Fonds de transformation et d'industrialisation de l'Afrique (20 %). Conformément au Code minier gabonais, l'État gabonais aura un intérêt de portage gratuit de 10 % dans Ivindo Iron ; intérêt géré probablement par la Société équatoriale des mines (SEM). Quant au Fonds de transformation et d'industrialisation de l'Afrique (ATIF), c'est un fonds d'investissement basé à Abu Dhabi. Créé en 2021, l'ATIF a pour vocation d'investir



Satisfaction après la phase de signature de la convention.

dans des projets à haute valeur ajoutée et de participer activement à l'industrialisation

durable de l'Afrique ; par la substitution progressive de leurs importations,

le développement des exportations de produits manufacturés.

## Setrag : le trafic ferroviaire a repris hier

Il s'agit dans un premier temps des trains de fret avant la reprise des trains voyageurs dans les prochaines semaines.

Josiane MBANG NGUEMA  
Libreville/Gabon

**L**a Société d'exploitation du transgabonais (Setrag) a annoncé hier dans un communiqué de presse, la reprise du trafic ferroviaire depuis hier mercredi 8 février. Il s'agit dans un premier temps de la circulation des trains de fret dans les deux sens entre Owendo et Franceville, avant la reprise des trains voyageurs dans les prochaines semaines. La nouvelle de la remise en circulation des trains suspendue depuis le 24 décembre 2022, suite à un glissement de terrain entre les gares d'Offoué et de Booué, est un ouf de soulagement pour les populations des cinq provinces traversées par le chemin de fer. «Les rotations des trains de marchandises diverses telles que le carburant, les grumes et le minerai reviennent progressivement à la normale dans des conditions de circulation



La reprise du trafic ferroviaire est un soulagement pour tous.

et de sécurité éprouvées... Les trains de voyageurs reprendront du service dans les deux sens dans les prochaines semaines. Une bonne coordination avec les autorités fera l'objet d'une annonce au préalable à l'ensemble des usagers», peut-on lire dans le communiqué de Setrag.

Le transporteur ferroviaire précise également que cette reprise est consécutive aux échanges avec le ministère des Transports et l'Agence de régulation des transports ferroviaires (ARTF) sur la fin des travaux et le contrôle qualité effectué par des cabinets

d'experts. Grâce aux efforts déployés par l'État, Setrag et Comilog pour remettre en l'état la zone endommagée, plus de 900 mètres de voies de chemin de fer ont été reconstruits et les travaux d'aménagement aux abords de la voie sont en cours de finalisation.